

[livreshebdo.fr](https://www.livreshebdo.fr)

Économie du livre : au Sénat, l'inquiétude d'une filière sous tension - Livres Hebdo

Par Charles Knappek

9–11 minutes

À la veille de la soirée d'inauguration du Festival du livre de Paris, représentants de la filière et parlementaires se sont réunis au Sénat mercredi 15 avril à l'occasion d'une table ronde consacrée à l'économie du livre. Tous ont dressé un constat préoccupant : entre recul de la lecture, fragilisation économique et bouleversements technologiques, le secteur apparaît à un tournant. Seule absence notable autour de la table, celle des bibliothécaires : un manque regretté par la sénatrice d'Ille-et-Vilaine **Sylvie Robert**, qui a rappelé l'importance de « *rester solidaires* » au sein de la chaîne du livre.

Une pratique de la lecture en recul, notamment chez les jeunes

En ouverture des échanges, le sénateur **Laurent Lafon** a rappelé un chiffre qui a servi de fil conducteur à l'ensemble des débats : [seuls 45 % des Français déclarent lire](#), soit le niveau le plus bas observé depuis dix ans. Une donnée qui illustre un recul structurel de la lecture dans un contexte de concurrence accrue des écrans et des nouveaux usages culturels.

Cette évolution se ressent également chez les jeunes. Si [le baromètre des jeunes et de la lecture 2026](#), évoque un ralentissement de cette baisse, la présidente du Centre national du livre **Régine Hatchondo** a souligné que « *la situation reste préoccupante* ».

Au-delà des chiffres, plusieurs professionnels évoquent une transformation des comportements, marquée par une curiosité moindre et un rapport plus distancié au livre, y compris chez les lecteurs réguliers.

Une économie fragilisée à tous les niveaux de la chaîne

Sur le plan économique, les indicateurs confirment cette fragilité. **Florence Philbert**, directrice générale des médias et des industries culturelles, a rappelé que les [ventes de livres neufs avaient reculé de 2,5 %](#), tandis que le marché de l'occasion continue de progresser, représentant désormais entre 8 et 9 % du marché en valeur et jusqu'à 20 % en volume.

Cette évolution pèse directement sur les librairies. **Guillaume Husson**, délégué général du Syndicat de la librairie française, a décrit une dégradation rapide du secteur, avec des baisses de chiffre d'affaires atteignant 5 à 6 % depuis le début de l'année 2026. Il rappelle que ces établissements, déjà structurellement fragiles, « *détiennent le triste trophée de commerce le moins rentable en France* », les petites librairies affichant une rentabilité moyenne négative.

À cette fragilité s'ajoutent des facteurs conjoncturels, qu'il s'agisse du contexte économique, des tensions géopolitiques ou encore des transformations des politiques publiques. Guillaume Husson a d'ailleurs insisté sur le rôle central des achats des

bibliothèques, qui représentent environ 15 % du chiffre d'affaires des librairies. Ceux-ci restent pour l'instant stables, mais leur pérennité suscite des inquiétudes dans un contexte de restriction budgétaire des collectivités.

Le marché de l'occasion, une croissance sans redistribution

L'un des points centraux des discussions a porté sur l'essor du marché de l'occasion, largement porté par les plateformes numériques. Si cette croissance répond à des attentes économiques et écologiques, elle soulève de nombreuses interrogations.

Florence Philbert a souligné que ce marché ne bénéficie pas réellement aux librairies, étant en grande partie capté par les échanges entre particuliers en ligne. Pour les auteurs, l'impact est encore plus direct. **Christophe Hardy**, président de la Société des gens de lettres, a dénoncé un système dans lequel les ouvrages sont disponibles en seconde main dès leur sortie, sans aucune rémunération pour leurs créateurs. Il décrit une « *éruption de plateformes qui cannibalise le marché du livre sans participer à la création* ».

Dans ce contexte, plusieurs pistes sont évoquées, allant d'une contribution financière du marché de l'occasion à une réflexion sur une forme de chronologie des ventes. Mais pour le ministère de la Culture, [la réponse devra en grande partie se construire à l'échelle européenne](#).

Amazon, plateformes et régulation

La question des grandes plateformes, et en premier lieu d'Amazon, a traversé l'ensemble des échanges, révélant un

rapport de force jugé de plus en plus déséquilibré par les acteurs de la filière.

Plusieurs intervenants ont pointé [les stratégies de contournement de la régulation](#). Florence Philbert a ainsi rappelé les enjeux autour de [la loi du 30 décembre 2021](#) et des différents décrets initiés par **Laure Darcos**. Si ces mesures ont permis de « *rétablir une concurrence plus équitable* », leur efficacité reste suspendue à une décision du Conseil d'État concernant leurs modalités d'application, notamment face aux pratiques d'Amazon.

La sénatrice a par ailleurs salué la décision du Syndicat national de l'édition de [désinviter la multinationale du Festival du livre de Paris](#).

Surproduction et concentration

La question de la production éditoriale a également suscité de nombreux échanges. Si **Vincent Montagne**, président du Syndicat national de l'édition, rappelle que le nombre de nouveautés a baissé de 18 % depuis 2019, la perception d'une surabondance demeure largement partagée.

Christophe Hardy souligne que la durée de vie des livres en librairie s'est considérablement réduite, les ouvrages n'ayant parfois que quelques semaines pour trouver leur public, évoquant un phénomène de « *bestsellerisation* ». Régine Hatchondo a d'ailleurs illustré cette tendance en donnant l'exemple [des six ouvrages de Freida McFadden](#), installés en tête des ventes depuis plusieurs mois déjà.

Des auteurs en situation de précarité croissante

Dans ce paysage, la situation des auteurs apparaît

particulièrement préoccupante. Christophe Hardy a évoqué une « *précarité économique massive* ».

Plusieurs initiatives visent néanmoins à améliorer la situation. Le CNL a ainsi évoqué certains dispositifs comme la réforme de [son aide à la promotion des éditeurs indépendants](#), ou encore le développement de certains [outils comme Fileas](#).

L'intelligence artificielle, nouveau front de régulation

L'irruption de l'intelligence artificielle constitue un autre sujet majeur d'inquiétude. Tous les intervenants ont évoqué ses effets potentiellement déstabilisateurs, qu'il s'agisse du recours à des œuvres protégées pour entraîner les modèles ou de la production automatisée de contenus.

Vincent Montagne a mis en garde contre une « *prolifération de faux livres* » sur les plateformes, évoquant des pratiques de tromperie du consommateur, et appelant la Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes à « *se positionner sur ce point* ». De son côté, Guillaume Husson a insisté sur la nécessité de défendre « *la dimension humaine* » du métier, rappelant que les libraires jouent un rôle essentiel de médiation et de confiance.

Face à ces enjeux, plusieurs actions juridiques sont en cours et les acteurs appellent à une régulation renforcée afin de garantir le respect du droit d'auteur. Laurent Lafon a d'ailleurs évoqué l'inscription prochaine à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale [du texte porté par la sénatrice Laure Darcos](#) sur la présomption d'exploitation des œuvres par l'IA.

Des politiques publiques fragilisées et contestées

Au-delà des transformations du marché, plusieurs intervenants ont exprimé leurs inquiétudes face à une baisse des moyens publics. Guillaume Husson a évoqué une réduction des crédits alloués au secteur du livre pouvant atteindre 15 à 25 %. « *On peut s'étonner que le livre ait été ainsi visé alors qu'on sait qu'il doit rester prioritaire* », a estimé le délégué général du SLF.

Florence Philbert a néanmoins mis en avant certaines initiatives d'ampleur menées par l'État, telles que [les États généraux de la lecture jeunesse](#), dont les résultats ont été publiés en décembre 2025.

La réforme du pass Culture a également cristallisé les critiques. Régine Hatchondo a rappelé son efficacité passée, soulignant qu'une large majorité de jeunes l'utilisaient pour acheter des livres. [Son « détricotage » récent](#) aurait entraîné une baisse significative de la fréquentation des librairies par ce public comme le rappelle Guillaume Husson.

Un enjeu culturel et démocratique majeur

Les échanges ont finalement dépassé la seule dimension économique pour interroger la place du livre dans la société. Le sénateur **Pierre Ouzoulias** a ainsi évoqué « *une forme d'effondrement du livre* », estimant que le temps long de la lecture est aujourd'hui dévalorisé face aux formats numériques. « *Nous avons besoin de ralentir le monde pour permettre à chacun de lire et de penser sur le long terme* », a-t-il affirmé, appelant à un « *réapprentissage global* » du rapport au savoir.

Dans ce contexte, la sénatrice Sylvie Robert a exprimé son inquiétude face à un « *constat alarmant et multifactoriel* ». Elle a notamment évoqué [le renvoi, le 14 avril, d'Olivier Nora](#), des éditions Grasset, qui selon elle « *témoigne de la prise en main*

*brutale de **Vincent Bolloré*** (propriétaire du groupe Hachette, ndlr) », dénonçant par ce biais les risques liés à la concentration éditoriale.

Elle a également insisté sur la nécessité d'une solidarité accrue au sein de la filière, alors même que [certaines librairies sont la cible d'attaques](#). « *Nous sommes dans un moment qui nous oblige collectivement à une responsabilité* », a-t-elle déclaré, appelant à « *réenchanter le désir de lecture* ».